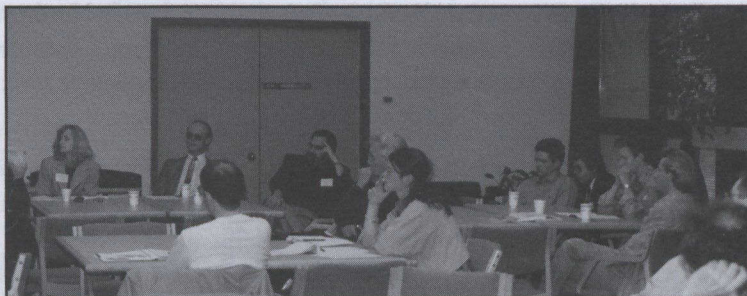




Chers amis,

Le Forum national de 1998 sur les relations internationales du Canada a été particulièrement exigeant et stimulant. Cette année, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, a demandé la tenue de débats publics pour aider à préparer la toute première réunion des ministres des Affaires



étrangères qui forment le Conseil de l'Arctique (à Iqaluit, du 17 au 19 septembre 1998) et à façonner une vision nordique de la politique étrangère du Canada. Ces débats s'appuyaient sur les travaux déjà accomplis par le Comité permanent de la Chambre des communes chargé des affaires étrangères et sur la réponse du gouvernement à son rapport sur les relations circumpolaires.

Pour certains Canadiens, surtout ceux du Nord, il existe déjà une vision nordique et, de fait, une frontière arctique de notre politique étrangère. Pour la plupart des Canadiens toutefois, les notions de politique étrangère englobent rarement une perspective circumpolaire. Cet aspect représente un défi lorsqu'il s'agit d'élaborer une politique étrangère.

Une politique étrangère est fondée en partie sur les intérêts nationaux perçus. L'appui du public est souvent nécessaire et parfois essentiel dans le cas des grandes orientations (c.-à-d. défense des démocraties européennes au début du siècle, appui aux Nations unies et au maintien de la paix, large coopération avec les États-Unis, non-isolement de Cuba, interdiction des mines terrestres). À l'instar de l'historien des Prairies, W.L. Morton, d'aucuns ont fait valoir que nos perceptions et nos intérêts nationaux englobent « le Nord », que nous sommes un peuple nordique et que la politique gouvernementale, y compris la politique étrangère, exige une dimension nordique.

« Encore aujourd'hui, la vie au Canada est empreinte d'une qualité nordique qui fait partie du psyché canadien... La frontière canadienne est une frontière nordique, un prolongement outre-mer de la frontière nordique et de l'économie nordique des terres du Nord de l'Europe. »

Mais sommes-nous un peuple nordique? Le cas échéant, qu'est-ce que cela implique sur le plan de la politique étrangère?

En préparant ce débat public, nous avons demandé à Paul Koring, du Globe and Mail, journaliste chevronné qui connaît bien le Nord canadien, la Russie et les relations internationales, de traiter ces questions dans le document de travail rédigé pour le Forum national de 1998 intitulé « La politique étrangère et son volet circumpolaire ».

Je résume ici l'un des grands thèmes abordés par Koring :

« Le sentiment de nordicité est depuis longtemps un des éléments fondamentaux de l'identité canadienne, mais le Nord joue un rôle relativement mineur, pour ne pas dire presque inexistant, dans notre mode de vie. Il ne suffit pas qu'une petite minorité de personnes le souhaitent pour qu'on envisage de donner une dimension nordique ou circumpolaire à la politique étrangère canadienne. Une politique durable ne peut d'ailleurs pas être fondée sur un attachement purement romantique. Car si cela ne revêt d'importance que pour les intéressés actuels, c'est-à-dire les habitants du Nord et un petit groupe de personnes du Sud du Canada dont la vie est liée au Nord par vocation. Il sera bien difficile de susciter de l'intérêt pour une telle approche. Ne mâchons pas les mots; si l'existence d'un volet nordique de notre politique étrangère n'intéresse que ceux qui participent à des forums tels que ceux-ci, autant l'oublier tout de suite. »

Le ministre des Affaires étrangères a affirmé qu'il était conscient du fait que la plupart des Canadiens sont tournés vers le Sud et que la création du Conseil de l'Arctique en 1996, avec le Canada comme président-fondateur, faciliterait tant la coopération circumpolaire que la vision nordique pour les Canadiens. « La création du Conseil de l'Arctique présage un engagement véritable à l'égard de la coopération dans la région – elle marque l'établissement d'un premier organe multilatéral permanent au sein duquel les autochtones ont un rôle intégral